

## DOCUMENTOS REFERENTES AOS PRIMÓRDIOS DA ORGANIZAÇÃO MUNDIAL DE SAÚDE

THE WORLD HEALTH ORGANIZATION: ORIGINS.

(**Fac-simile** de N. M. Goodman: International Health Organizations. Philadelphia, The Blakiston Co., 1952, p. 153)

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE LA SANTÉ, NEW YORK, 1946.

Débats et Actes finaux. New York, Organisation Mondiale de la Santé (Commission Intérimaire), 1948. (Actes Officiels de l'Organisation Mondiale de la Santé, n. 2)

(**Fac-simile** da introdução: 1. Circonstances qui ont déterminé la convocation de la Conférence Internationale de la Santé; 2. Ouverture de la Conférence; 3. Travaux de la Conférence)

ASSEMBLÉE MONDIALE DE LA SANTÉ, 1ère Genève, 1948.

Séances Plénières... Commissions principales... Résumé des Résolutions et Décisions. Genève, Palais des Nations, 1948.

(**Fac-simile** da Ouverture de la session par le Président de la Commission Intérimaire de l'Organisation Mondiale de la Santé et souhaits de bienvenue aux délégations et aux observateurs).



I. THE WORLD HEALTH ORGANIZATION: ORIGINS.

(*Fac-simile* de N. M. Goodman. International Health Organizations. Philadelphia, The Blakiston Co., 1952. p. 153).



## WORLD HEALTH ORGANIZATION: ORIGINS\*

### ORIGINS

The Charter of the United Nations, based on the Moscow Declaration of 1943 and the Dumbarton Oaks Conference in 1944, was adopted and signed at the United Nations Conference on International Organization at San Francisco in April-June 1945. "It is perhaps significant that health was overlooked by those responsible for the draft" (*Lancet*, 1945), but this was rectified by Dr. G. H. de Paula Souza and Dr. S. Sze of the Brazilian and Chinese delegations, who succeeded in having health recognized as a field with which UN should concern itself (Art. 55) and envisaging the establishment by inter-governmental agreement of a specialized health agency with wide powers (Art. 57).

Brazil and China also introduced and succeeded in carrying unanimously a declaration calling attention to the need for the early establishment of such a health organization and recommending that it be brought into relationship with the Economic and Social Council (*WHO Off. Rec.* No. 1, p. 39).

Accordingly the Economic and Social Council at its first session in February 1946, adopted a resolution convening an international health conference to meet not later than 20th June, 1946, and establishing a technical preparatory committee of sixteen named experts from sixteen countries to meet in Paris not later than 15th March, 1946. (The USSR asked for further delay but this was not accepted and no Russian delegate was nominated on the technical preparatory committee.) Representatives of existing organizations, i.e. the PASO, OIHP, League Health Organization and UNRRA were to attend in a consultative capacity.

---

Fac-simile de N. M. Goodman: *International Health Organizations*. Philadelphia. The Blakiston Co., 1952, p. 153.



2. CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE LA SANTÉ.  
NEW YORK, 1946.

Débats et Actes finaux...

*(Fac-simile da introdução: 1. Circonstances qui ont déterminé la convocation de la Conférence Internationale de la Santé; 2. Ouverture de la Conférence; 3. Travaux de la Conférence).*





**ACTES OFFICIELS**  
**DE**  
**L'ORGANISATION MONDIALE**  
**DE LA SANTÉ**

**N° 2**

---

**DÉBATS**  
**ET**  
**ACTES FINAUX**  
**DE LA**  
**CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE LA SANTÉ**  
**TENUE A NEW-YORK DU 19 JUIN AU 22 JUILLET 1946**

**Nations Unies**  
**ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ**  
**Commission Intérimaire**

350, Fifth Avenue, New-York      Palais des Nations, Genève

JUIN 1948



## I. INTRODUCTION

### 1. Circonstances qui ont déterminé la convocation de la Conférence Internationale de la Santé<sup>1</sup>.

C'est en 1945, à San-Francisco, à la Conférence des Nations Unies sur l'organisation internationale, que fut proposée la réunion d'une conférence internationale en vue de l'établissement d'une nouvelle organisation mondiale de la santé. La Conférence, reconnaissant l'importance vitale de la santé comme l'un des facteurs nécessaires à la réalisation des « conditions de stabilité et de prospérité » dans tous les pays du monde, considéra la « santé » comme étant l'une des activités rentrant dans le champ de coopération des Nations Unies et de ses organismes. Les articles 13, 55 et 59 de la Charte envisagèrent la création, par accords intergouvernementaux, d'une institution spécialisée des Nations Unies, qui aurait de vastes responsabilités internationales dans tous les domaines concernant la santé.

Les Etats représentés à la Commission II/3 de la Conférence adoptèrent à l'unanimité la déclaration ci-après<sup>2</sup>, présentée conjointement par les délégations du Brésil et de la Chine :

« Les délégations du Brésil et de la Chine recommandent qu'une conférence générale soit convoquée dans les prochains mois en vue de l'établissement d'une organisation internationale de la santé.

« Elles ont l'intention de consulter les représentants d'autres délégations afin de s'entendre sur la convocation, à une date rapprochée, d'une telle conférence, à laquelle chacun des Gouvernements représentés ici sera invité à envoyer des représentants.

« Elles recommandent que, lors de l'élaboration d'un plan visant l'Organisation Internationale de la Santé, il soit procédé à un examen approfondi des méthodes à suivre à l'égard d'une telle organisation, pour l'amalgamer à d'autres institutions, nationales ou internationales, qui existent déjà ou qui pourraient être créées ultérieurement dans le domaine de la santé.

« Elles recommandent que l'Organisation Internationale de la Santé, qui est l'objet de la présente proposition, soit rattachée au Conseil Economique et Social. »

Etant donné le désir exprimé par tous que la conférence ci-dessus proposée se réunisse à une date rapprochée, on a demandé au Gouvernement des Etats-Unis de remplir le rôle de pays invitant. Etant donné que le Conseil Economique et Social allait bientôt être créé, il fut décidé que la conférence serait convoquée par le Conseil, conformément à l'article 62 de la Charte.

Une résolution à cet effet fut adoptée le 15 février 1946 par le Conseil Economique et Social<sup>3</sup>. Conformément au paragraphe 3 de cette résolution, le Conseil a établi une commission technique

préparatoire d'experts et a décidé que cette Commission se réunirait à Paris le 15 mars 1946 au plus tard, afin de préparer un projet d'ordre du jour et des propositions en vue d'une constitution, qui serait soumise à l'examen de la Conférence Internationale de la Santé qui se tiendra au plus tard le 20 juin 1946.

La Commission technique préparatoire délibéra à Paris du 18 mars au 5 avril 1946<sup>4</sup>; elle réunissait seize spécialistes de la santé publique agissant en tant qu'experts, et les représentants de quatre organisations convoqués à titre de conseillers. La Commission considéra spécialement certaines propositions concrètes suggérées par les représentants de la France, des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni et de la Yougoslavie. Sur ces bases, la Commission élaborait une série de projets constitutionnels, en même temps qu'un projet annoté d'ordre du jour pour être soumis à la Conférence Internationale de la Santé.

La Commission, considérant le caractère mondial de la lutte contre les maladies et la nécessité de créer des niveaux de santé plus élevés pour tous les peuples, se montra en faveur d'une représentation aussi universelle que possible au sein de la Conférence. Il fut alors décidé de demander au Conseil Economique et Social que les Etats non membres des Nations Unies, les Autorités alliées de Contrôle en Allemagne, au Japon et en Corée, et plusieurs organisations internationales, privées ou intergouvernementales, intéressées à la santé, soient invités à envoyer des observateurs à la Conférence. De plus, la Commission proposa que chaque Etat invité à la Conférence autorise ses représentants à signer l'accord intergouvernemental qui établirait l'Organisation Mondiale de la Santé, en même temps que le protocole qui faciliterait l'absorption de l'Office International d'Hygiène Publique par l'Organisation Mondiale de la Santé. Dans son rapport au Conseil, la Commission ajouta des recommandations concernant le transfert à l'Organisation Mondiale de la Santé des fonctions exercées par l'Organisation d'Hygiène de la Société des Nations, et des travaux du temps de paix de la Division de la Santé de l'Administration des Nations Unies pour les Secours et la Réhabilitation.

Au cours de la deuxième session tenue à New-York (mai-juin 1946), le Conseil Economique et Social prit note du rapport de la Commission technique préparatoire et adopta le 11 juin une résolution<sup>5</sup> a) approuvant les recommandations de la Commission, et b) transmettant à la Conférence Internationale de la Santé les diverses observations faites par les membres du Conseil concernant le projet de Constitution.

### 2. Ouverture de la Conférence.

La Conférence Internationale de la Santé a tenu sa séance d'ouverture à l'hôtel Henry Hudson, à New-York, le 19 juin 1946, sous la

<sup>1</sup> Voir aussi *Actes off. OMS*, n° 1, Procès-verbaux de la Commission technique préparatoire de la Conférence Internationale de la Santé.

<sup>2</sup> Voir la *Conférence des Nations Unies sur l'organisation internationale*, II/3/32, document 614.

<sup>3</sup> Voir *Actes off. OMS*, n° 1, pages 39-40.

<sup>4</sup> Pour la liste des membres de la Commission, voir *Actes off. OMS*, n° 1, pages 39-40.

<sup>5</sup> Pour le texte de la résolution, voir page 119.



présidence de Sir Ramaswami Mudaliar (Inde), Président du Conseil Economique et Social. Les délégations de tous les Etats Membres des Nations Unies étaient représentées. De plus, assistaient à cette séance les observateurs de treize Etats non membres des Nations Unies, des Autorités alliées de contrôle en Allemagne, au Japon et en Corée, et de dix organisations internationales intéressées aux questions de santé <sup>1</sup>.

A la séance plénière d'ouverture, un discours de bienvenue fut adressé à la Conférence par M. Trygve Lie, Secrétaire général, au nom de l'Organisation des Nations Unies, et par le Professeur Henri Langier, Secrétaire général adjoint chargé des questions sociales. Mr. John G. Winant, représentant des Etats-Unis d'Amérique au Conseil Economique et Social, transmit aux délégués un message de bienvenue du Président des Etats-Unis.

Le 20 juin, au cours de la deuxième séance de la Conférence, le Dr Thomas Parran, président de la délégation des Etats-Unis d'Amérique, fut élu à l'unanimité Président de la Conférence. Les cinq délégués suivants furent à leur tour, élus comme Vice-Présidents de la Conférence : le Dr Geraldo H. de Paula Souza (Brésil), le Dr James Kofor Shen (Chine), le Dr André Cavaillon (France), Sir Wilson Jameson (Royaume-Uni), et le Dr F. G. Krotkov (Union des Républiques Socialistes Soviétiques).

Le Dr Brock Chisholm (Canada), Rapporteur de la Commission technique préparatoire, présenta le rapport de la Commission à la Conférence. Les travaux préliminaires de la Conférence consistèrent en une succession de déclarations exprimant les vues générales des délégués au sujet des activités de la Conférence, l'adoption du règlement intérieur et de l'ordre du jour, et l'établissement de cinq commissions de travail et d'une commission générale. Du 23 juin à la clôture de la session, les séances eurent lieu à Hunter College, siège provisoire des Nations Unies.

### 3. Travaux de la Conférence.

L'examen détaillé du projet de constitution soumis par la Commission technique préparatoire fut renvoyé par la Conférence à ses cinq commissions de travail, chaque commission siégeant en qualité de commission plénière <sup>2</sup>. Pour rendre plus facile l'accomplissement de sa tâche, chaque commission de travail a élu l'un de ses membres comme Rapporteur et a nommé une petite sous-commission de rédaction.

La Commission générale, composée du Président et des Vice-Présidents de la Conférence, des

présidents des cinq commissions de travail et de trois autres membres élus par la Conférence, servit de groupe de liaison entre la Conférence et ses diverses commissions et en dirigea les travaux. Au cours de la dernière partie de la Conférence, une commission centrale de rédaction fut établie par la Commission générale et chargée de la rédaction, et de la coordination des rapports et des recommandations soumis par les commissions de travail <sup>1</sup>.

Pendant quatre semaines (du 23 juin au 19 juillet), les cinq commissions de travail ont tenu en tout quarante-deux séances. De nombreuses séances des sous-commissions de rédaction et de certaines sous-commissions mixtes vinrent s'ajouter aux séances de la Commission générale.

A la fin de la Conférence, les rapports des commissions de travail furent soumis à la Conférence pour examen et approbation, et ensuite à la Commission centrale de Rédaction pour rédaction finale. La Conférence, siégeant en séance plénière, adopta avec quelques modifications le rapport général de la Commission centrale de Rédaction, rédigé en anglais et en français.

Le 22 juillet, au cours des cérémonies de clôture à l'Hôtel Henry Hudson, les textes en anglais et en français des quatre Actes finaux furent officiellement approuvés par la Conférence ; les textes dans les cinq langues officielles des Nations Unies, furent ensuite signés.

Les Actes finaux furent les suivants <sup>2</sup> :

1. Acte final de la Conférence Internationale de la Santé (signé par soixante et un Etats, cinquante-neuf sans réserve quant à l'acceptation).
2. Constitution de l'Organisation Mondiale de la Santé (signée par soixante et un Etats, deux sans réserve quant à l'acceptation).
3. Arrangement (établissant une commission intérimaire) conclu par les gouvernements représentés à la Conférence Internationale de la Santé (signé par soixante et un Etats, quarante-sept sans réserve quant à l'acceptation).
4. Protocole relatif à l'Office International d'Hygiène Publique (signé par soixante Etats, dix-huit sans réserve quant à l'acceptation).

La Constitution de l'Organisation Mondiale de la Santé entrera en vigueur lorsque vingt-six Etats Membres des Nations Unies en seront devenus parties, conformément aux dispositions de l'article 79.

<sup>1</sup> Pour la liste complète des délégations et des observateurs, voir pages 7 à 12. Les Etats suivants ont aussi été invités à envoyer des observateurs mais n'étaient pas représentés : Afghanistan, Roumanie, Yémen.

<sup>2</sup> Les titres, mandats et fonctionnaires des commissions de travail sont indiqués pages 13 à 15.

<sup>1</sup> Pour la liste des membres de la Commission centrale de Rédaction, voir page 15.

<sup>2</sup> Pour le texte de ces quatre Actes finaux, voir partie V.



3. ASSEMBLEE MONDIALE DE LA SANTÉ, 1ère,  
Genève, 1948.

Séances Plénières...

(*Fac-simile* de Ouverture de la session par le Président de la Commission Intérimaire de l'Organisation Mondiale de la Santé et souhaits de bienvenue aux délégations et aux observateurs).





ACTES OFFICIELS  
DE  
L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ  
N° 13



PREMIÈRE ASSEMBLÉE  
MONDIALE DE LA SANTÉ

GENÈVE, DU 24 JUIN AU 24 JUILLET 1948

SÉANCES PLÉNIÈRES  
Comptes rendus in extenso

COMMISSIONS PRINCIPALES  
Procès-verbaux et rapports

RÉSUMÉ DES RÉOLUTIONS ET DÉCISIONS

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

Palais des Nations, Genève

Décembre 1948

Prix : Francs suisses 2.—



## II. COMPTES RENDUS IN EXTENSO DES SÉANCES PLÉNIÈRES

### PREMIÈRE SÉANCE PLÉNIÈRE

*Judi 24 juin 1948, 11 heures*

*Président par intérim: Dr Andrija STAMPAR (Yougoslavie).  
Président de la Commission Intérimaire*

#### SOMMAIRE

1. OUVERTURE DE LA SESSION PAR LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION INTÉrimAIRE DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ ET SOUHAITS DE BIENVENUE AUX DÉLÉGATIONS ET AUX OBSERVATEURS
2. DISCOURS DU CHEF DU DÉPARTEMENT DE L'INTÉRIEUR DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE
3. DISCOURS DU DIRECTEUR DE L'OFFICE EUROPÉEN DES NATIONS UNIES
4. ADOPTION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR PROVISOIRE
5. CONSTITUTION DE LA COMMISSION DE VÉRIFICATION DES POUVOIRS
6. CONSTITUTION DE LA COMMISSION DES DÉSIGNATIONS
7. PUBLICATION D'UN JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE
8. COMMUNICATIONS DU PRÉSIDENT PAR INTÉRIM

#### 1. Ouverture de la session par le Président de la Commission Intérimaire de l'Organisation Mondiale de la Santé et souhaits de bienvenue aux délégations et aux observateurs

Le PRÉSIDENT par intérim (*traduction de l'anglais*): Plus de deux ans se sont écoulés depuis que les représentants de plus de 60 nations se sont réunis à New-York à la Conférence Internationale de la Santé et, sur la proposition des représentants de la Chine et du Brésil, ont décidé d'établir l'Organisation Mondiale de la Santé. La Conférence Internationale de la Santé a confié à la Commission Intérimaire de l'Organisation Mondiale de la Santé, aux destinées de laquelle j'ai eu l'honneur de présider pendant ces deux années, l'administration des affaires de l'Organisation jusqu'à la convocation de la première Assemblée Mondiale de la Santé.

Les objectifs formulés dans la Constitution de l'Organisation Mondiale de la Santé ont servi de guide à la Commission Intérimaire dans ses efforts en vue d'améliorer la santé sur le plan international et d'amener les peuples du monde à un niveau de santé plus élevé. Un rapport exposant les activités de la Commission et montrant dans quel esprit elle a accompli sa tâche a été soumis aux délégations. Si vous voulez lui rendre pleine et entière justice, il faut vous rappeler l'atmosphère générale dans laquelle se sont déroulés les travaux de la Commission, ainsi que les moyens dont elle disposait.

Il existe de grandes traditions dans le domaine de l'action sanitaire internationale. L'Organisation Mondiale de la Santé a hérité certaines obligations d'organismes internationaux préexistants qui s'occupaient de ces questions. L'Organisation d'Hygiène de la Société des Nations a tenu bon nombre de ses réunions dans les salles de cet édifice. Les fonctions de l'Office International d'Hygiène Publique ont été reprises par la Commission Intérimaire, conformément à l'accord conclu avec cette institution, et une action se poursuit visant à fusionner les organismes sanitaires internationaux qui existaient auparavant, de façon à créer une seule et unique organisation mondiale

de la santé, qui englobera tout ce qui touche aux relations internationales en matière de santé, en vertu des traités, des conventions et des accords.

Bien que la Conférence Internationale de la Santé de New-York ait été animée d'un esprit de véritable compréhension des questions relatives à la santé, et qu'elle ait été guidée par l'optimisme et par la profonde conviction que l'Organisation Mondiale de la Santé deviendrait permanente à bref délai, il s'est néanmoins écoulé deux ans avant que le nombre voulu d'Etats aient ratifié la Constitution de l'Organisation Mondiale de la Santé. Les membres de la Commission Intérimaire ont souvent été, de ce fait, entravés dans leurs travaux, mais ils n'ont jamais perdu la foi en leur cause. Aujourd'hui, nous constatons que cette persévérance était justifiée, et cette imposante assemblée de délégués, de représentants et d'observateurs, venus de tant de pays et de tant d'organisations du monde, pour assister à cette Assemblée, en est un témoignage.

La Commission Intérimaire parviendra bientôt au terme de son activité, et je tiens à saisir cette occasion pour souligner un point. Au cours de l'existence relativement longue de la Commission, ses travaux n'ont jamais été entravés par de graves désaccords et toutes les divergences d'opinions ont été réglées à l'amiable.

La Commission s'est rarement vue dans la nécessité de trancher une question par un vote.

Les membres de la Commission Intérimaire avaient conscience de représenter tous les pays qui avaient pris part à la Conférence Internationale de la Santé à New-York, et ils considéraient de leur devoir de traiter les questions sanitaires internationales de la manière qu'ils croyaient être la meilleure, en ne perdant jamais de vue les intérêts de la santé mondiale.

C'est, pour moi, un privilège de vous souhaiter à tous, délégués, représentants et observateurs, une cordiale bienvenue, au nom de la Commission Intérimaire, et de déclarer ouverte la première Assemblée Mondiale de la Santé.

Nous avons l'honneur de saluer la présence à la première Assemblée Mondiale de la Santé de M. Etter, Conseiller fédéral, Chef du Département de l'Intérieur de la Confédération suisse, qui représente le pays dont nous serons les hôtes pendant les cinq semaines que durera cette Assemblée. J'ai, en outre, l'honneur de souhaiter la bienvenue à M. Moderow, représentant des Nations Unies à Genève. J'adresse aux délégués tous mes meilleurs vœux, en leur souhaitant un séjour fructueux et agréable en cette ville, célèbre pour le rôle qu'elle a joué et qu'elle joue encore dans les affaires internationales, et j'ai l'honneur de saluer ici le Vice-Président du Conseil d'Etat, le Chancelier de la République et Canton de Genève et le Président du Conseil administratif de la Ville de Genève.

Je prie maintenant les délégués de bien vouloir aborder la discussion des questions dont nous sommes saisis, dans l'esprit de confiance mutuelle, d'amitié et de coopération qui a été celui des réunions de la Commission Intérimaire.